

GOUVERNANCE MONDIALE SOUS TURBULENCE

Après trente années de service au gouvernement français, au Crédit Lyonnais, à la Commission européenne et enfin à la tête de l'OMC, Pascal Lamy (H.69) a retrouvé sa liberté de parole. Les organisateurs de l'Heure H ont sauté sur l'occasion pour l'inviter à débattre sur un thème extrêmement ambitieux : "Où va le monde ?" Il a su relever le défi avec brio.

À PROPOS DE L'HEURE H

L'Heure H est un cycle de rencontres organisé par HEC Alumni. Différents acteurs de la vie économique, civile ou associative viennent présenter leur vision, leur enthousiasme et leurs interrogations pour répondre aux défis posés par le monde actuel. Ces conférences, organisées avec l'aide de Michel Tardieu (H.66), visent à donner les clés de lecture pour mieux échanger, s'informer, réfléchir ensemble sur la société. Le conférencier répond aux questions du public en approfondissant la thématique retenue.

Les bénéfices sont reversés à des associations choisies par le conférencier.

Impressionnant Pascal Lamy. Pendant les deux heures de conférence et d'échanges avec le public, l'ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'a pas manifesté le moindre signe de fatigue. À peine s'est-il accordé quelques secondes pour boire une gorgée d'eau. Les questions ont fusé. Les explications ont toujours été denses, claires, le ton posé, le langage parfaitement maîtrisé. Le thème de la soirée : comment va le monde ? "À première vue, il ne va pas très bien", reconnaît d'emblée l'homme politique, évoquant en vrac Boko Haram, Ebola, Daesh et le Donbass en Ukraine, tout en invitant le public à prendre un peu de recul. La période récente est loin d'être aussi tragique qu'on pourrait le croire. Les nouvelles technologies écrasent les coûts et les distances ; d'après la Banque Mondiale, un milliard d'individus sont sortis de la pauvreté en moins de vingt-cinq ans.

Ce progrès manifeste s'est toutefois accompagné d'effets pervers, notamment en ce qui concerne l'impact environnemental et les inégalités de revenus. "Le politique est en retard, il ne parvient pas à maîtriser les forces technologiques et de marché qui sont à l'œuvre", diagnostique

Pascal Lamy. Exemple typique : les crises financières qui se répètent inexorablement. Celui qui fut "sherpa" du G8 lorsqu'il travaillait au cabinet de Jacques Delors peut en témoigner : "La question de la régulation financière revenait souvent sur la table, mais les Britanniques et les Américains s'y opposaient systématiquement." Faute de consensus, la prime est à celui qui défend l'immobilisme. Voilà pourquoi les organisations comme l'ONU, le FMI, la Banque mondiale ou l'OMC sont limitées dans leur capacité de gouvernance. "Un consensus entre deux cents pays est très compliqué à obtenir... surtout quand les Maldives et les États-Unis ont un poids identique dans la décision", glisse le diplomate. Pour ne rien arranger, ces structures supranationales, très éloignées des électeurs, souffrent d'un manque cruel de légitimité.

LOGICIEL OCCIDENTAL

L'idée d'un gouvernement mondial a beau être illusoire, il est possible d'agir de concert grâce à des structures plus informelles, dépourvues de réalité juridique et de légitimité politique mais capables de coordonner des acteurs de taille importante, à l'image du G8 et de son successeur le G20. À ce titre, nous sommes en train de vivre un "grand basculement" dans le rapport de forces entre États, puisque la production des pays dits "en développement" a dépassé celle des pays dits "développés". Or "les nouveaux venus (Chine, Inde, etc.) n'adhèrent que médiocrement au logiciel occidental du système international actuel", rappelle le Français.



Diplômé de HEC Paris, Sciences Po et l'ENA, Pascal Lamy a dirigé l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pendant deux mandats, entre **2005** et **2013**. Il figure parmi les cinquante penseurs les plus influents au monde, d'après un classement établi l'an dernier par le magazine britannique "Prospect".

1975 Inspection générale des Finances **1979** Trésor public **1981** Conseiller technique du ministre de l'Économie Jacques Delors **1983** Directeur adjoint du cabinet du Premier ministre Pierre Mauroy **1985** Directeur de cabinet du président de la Commission européenne Jacques Delors **1994** Rejoint l'équipe chargée du redressement du Crédit Lyonnais, dont il devient DG **1999** Commissaire européen au commerce **2005** Directeur général de l'OMC **2014** Publie le livre *Quand la France s'éveillera* (Odile Jacob).



TROIS RISQUES POUR DEMAIN

Tous les ans, le Forum Économique Mondial dévoile sa nouvelle édition du "Global Risk Report", un document très complet qui présente les principales menaces de long terme qui planent sur notre planète. Pascal Lamy regroupe celles-ci en trois domaines majeurs :

- **L'impact environnemental des activités humaines :** changement climatique, rareté de l'eau, surexploitation des océans, biodiversité en danger, etc.
- **L'augmentation des inégalités et ses conséquences sociales, politiques et identitaires.**
- **Les maladies "modernes"** provoquées par les changements de comportement des consommateurs : notamment le diabète, l'obésité et les maladies cardiaques.

Le rapport complet : <http://lc.cx/L6W>



En général, ces États ont adopté les principes du capitalisme de marché mais ne partagent pas pour autant la vision du bien et du mal prônée par les pays du Nord."

"L'EUROPE FRIGIDE"

Face à ces écueils, l'intégration régionale constitue une alternative intéressante, quoique rarement pratiquée. "L'Union européenne représente le seul véritable exemple en la matière, ce qui en dit long sur le caractère ambitieux de cette aventure", observe Pascal Lamy, qui a été commissaire européen au commerce entre 1999 et 2005. Il a fallu l'horreur de la Seconde Guerre mondiale et de la Shoah pour qu'on se dise "plus jamais ça" et qu'on se donne enfin, via la Communauté européenne, les moyens de créer des solidarités au sein du continent." Soixante ans plus tard, l'Union européenne se trouve toujours à l'état d'"expérimentation". Certes, elle s'est dotée d'un arsenal institutionnel complet : un quasi-gouvernement (la Commission), une quasi-chambre des peuples (le Parlement), un quasi-Sénat (le Conseil européen) et une quasi-Cour suprême (Luxembourg). Mais le sentiment d'appartenance n'est pas là. L'Europe est "frigide", comme l'a évoqué le diplomate israélien Elie Barnavi dans un livre en 2008¹. "Le problème ne se situe pas dans la machine mais dans la tête – dans les représentations, les mentalités, l'impression ou non d'appartenir à une communauté", décrit Pascal Lamy. Cette désaffection des citoyens pour l'UE va en s'aggravant : depuis dix ans, le soutien des opinions à la construction européenne a fondu de moitié. La crise financière est passée par là, ouvrant la voie aux politiques d'austérité. Un terreau favorable à la montée en puissance des partis nationalistes et populistes sur le Vieux Continent.

GOVERNANCE MONDIALE, MODE D'EMPLOI

Pourquoi certains projets de gouvernance internationale portent-ils leurs fruits alors que d'autres s'avèrent parfaitement stériles ? C'est sur cette question que s'est penchée la "Commission Oxford Martin pour les générations futures", présidée par Pascal Lamy, à laquelle ont participé des sommités comme Jean-Claude Trichet, Amartya Sen et l'ex-présidente du Chili Michelle Bachelet. Pendant deux ans, l'organisme rattaché à l'université d'Oxford a réalisé une "analyse clinique" de cas réels en faisant ressortir les bonnes pratiques. Le rapport souligne l'efficacité des coalitions entre autorités publiques, représentants de la société civile et entreprises. Le board du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, par exemple, comprend des ONG, des fondations, des laboratoires pharmaceutiques et un certain nombre de grandes villes. "Cette composition vertueuse a favorisé le dialogue et permis des avancées majeures, telles que l'instauration de prix différenciés selon les pays pour les rétroviraux", analyse Pascal Lamy. Le rapport complet : <http://lc.cx/Dqa>

LA NOTORIÉTÉ DE LA FRANCE EST SANS COMMUNE MESURE AVEC LA TAILLE DU PAYS ET SA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE ! QUEL HOMME POLITIQUE NOUS AMÈNERA À CORRIGER NOTRE VISION DU MONDE ?

MODÈLE EN PÉRIL

Une autre dynamique est à l'œuvre : la mémoire des horreurs de la guerre s'estompe. *"Quand j'explique à mes petits-enfants qu'on a fait l'Europe pour que la France et l'Allemagne arrêtent de se faire la guerre, ils ne voient même pas de quoi je parle !"* confie Pascal Lamy, qui prône de renouveler le "narratif" européen et de défendre avec enthousiasme la spécificité de notre modèle, le seul à accorder autant d'importance aux libertés individuelles qu'à la cohésion sociale. *"Comme l'a rappelé Angela Merkel, l'Europe représente 7 % de la population mondiale, 20 % du PIB et 50 % des dépenses de protection sociale"*, illustre l'expert. Dans un contexte de contraction démographique, et faute de recours massif à l'immigration, le modèle européen paraît pourtant condamné à terme. À moins d'opérer les réformes structurelles qui s'imposent pour booster l'innovation et libérer la croissance.

LE CAS FRANÇAIS

Pour clore son intervention, l'ancien conseiller de Jacques Delors et de Pierre Mauroy a partagé quelques réflexions sur son propre pays. Depuis quarante ans, la France est à la dérive : déficits publics, chômage de masse, compétitivité en baisse... *"Pourquoi est-ce que nos voisins trouvent des solutions pour surmonter ces difficultés alors que notre pays reste bloqué ? Parce que les Français sont plus pessimistes que les autres. Ils sont même champions du monde en la matière"*, déplore Pascal Lamy. Leur conception d'une mondialisation foncièrement néfaste se fonderait sur l'idée que nous sommes *"un îlot de bonheur entouré d'un océan de malheur"* – une conception largement entretenue par les responsables politiques de tous bords. *"Pourquoi mettre en place des réformes si c'est pour nous adapter à un monde que nous n'aimons pas ?"* résume-t-il en substance. En attendant, le chômage se banalise et une forme de ségrégation s'installe entre travailleurs et chômeurs, citadins et banlieusards, ceux qui vont dans de bonnes écoles et les autres... Pascal Lamy nous exhorte ainsi à changer notre regard et à mieux considérer le potentiel de nos atouts. *"La notoriété de la France est sans commune mesure avec la taille du pays et sa performance économique et sociale !"* rappelle l'intervenant. Quel homme politique suffisamment charismatique nous amènera à corriger notre vision du monde ? Un défi psychologique à l'échelle de tout un pays... ●

1. L'Europe frigide, Réflexions sur un projet inachevé (<http://lc.cx/DFf>)

L'IMMENSE CHANTIER DE LA CONVERGENCE RÉGLEMENTAIRE

Étant donné les interdépendances croissantes entre chaînes de production nationales, les mesures protectionnistes classiques (de type "droits de douane") ne sont plus pertinentes. *"Le contenu moyen des exportations en importations est passé de 20 à 40 % sur les vingt dernières années, et le ratio atteindra certainement 60 % d'ici à 2035"*, avance Pascal Lamy. Autrement dit, quand vous taxez les importations, vous pénalisez aussi vos exportateurs. C'est pourquoi les obstacles aux échanges reposent aujourd'hui surtout sur les "barrières non tarifaires" : standards, normes et autres certifications. Ces trente dernières années, l'Europe s'est attaquée à ces obstacles en menant un gigantesque chantier de convergence réglementaire entre ses pays membres. Un travail qui est loin d'être terminé. *"L'UE a accompli environ 80 % de l'objectif pour les marchandises et 40 % pour les services, estime l'europhile. Le marché intérieur s'est construit petit à petit, en se calant systématiquement sur le pays offrant aux consommateurs le niveau de protection le plus élevé."* Une démarche qui sera également à l'œuvre pour le traité transatlantique, objet selon lui de "fantasmes" injustifiés.

ET LES ENTREPRISES ?

Si son intervention traitait avant tout de géopolitique, Pascal Lamy a été invité, lors des questions-réponses avec le public de l'Heure H, à partager son sentiment sur le monde des affaires. Son diagnostic est sans appel. *"En France, l'entreprise n'existe pas dans les structures mentales collectives"*, diagnostique l'ancien DG du Crédit Lyonnais, observant que le mot "entreprise" ne figure même pas dans la constitution*. D'après lui, le patronat a également sa part de responsabilité dans ce désamour. Le Medef consacre par exemple aux actions de pédagogie auprès du grand public une proportion de son budget bien inférieure à ses équivalents allemand, anglais ou italien.

* En savoir plus : *Histoire d'une névrose, la France et son économie* de Jean Peyrelevade (Albin Michel, 2014), ouvrage auquel a contribué Pascal Lamy.